



Pourquoi le Président Donald Trump s'acharne sur l'Afrique du Sud ?

Interview de Dr Yves Ekoué AMAÏZO
Directeur Afrocentricity Think Tank
23 mars 2025
yeamaizo@afrocentricity.info

Nom du Journaliste: Mme Samantha Ramsamy (SR), Journaliste indépendante

Média : MULTIPOLAIRE sur Global Africa Telesud

Emission Débat sur l'Afrique : enregistrée le 13 mars 2025 et diffusée le 23 mars 2025.

Nom des invités à l'émission :

- Dr David **TEURTRIE**, Maître de conférences à l'Institut Catholique d'Etudes Supérieures (ICES), Directeur de l'Observatoire Français des BRICS (OFB).
- Alsény **THIAM**, Chercheur à l'Institut Prospective et Sécurité en Europe (IPSE).
- Dr Yves Ekoué **AMAÏZO**, économiste, Directeur général de l'Afrocentricity Think Tank, basé en Autriche.

Ecouter le débat sur : <https://www.youtube.com/watch?v=O9HRLCCQMkc>

Durée de l'émission : 30 mn et 58 secondes.

Lien direct Vidéo : Multipolaire sur Global Africa Télé sud

Mise en ligne Afrocentricity Think Tank, 23 mars 2025.

Objet : Avec ses invités, Samantha Ramsamy, dans son émission Multipolaire, analyse les remous créés par Mr Donald Trump, Président des Etats-Unis en Afrique du Sud, et plus globalement en Afrique et auprès des pays du BRICS Plus. En quoi cela peut évoluer pour apparaître comme un frein à la souveraineté économique dans certains pays ?

Questionnaire proposé à Dr Yves Ekoué AMAÏZO (YEA) par Samantha Ramsamy (SR)

Diffusion le 23 mars 2025.

SR. Pourquoi le Président Donald Trump tente de mettre à genoux l'Afrique du Sud ?

YEA. Les tensions entre Donald Trump et l'Afrique du Sud semblent découler de plusieurs décisions politiques et économiques prises par son administration. Par exemple, Trump a critiqué les lois sud-africaines sur l'expropriation des terres sans compensation, qu'il a qualifiées de discriminatoires envers les fermiers blancs (Afrikaners). Il a également suspendu l'aide américaine à l'Afrique du Sud tant que ces lois restent en vigueur.

De plus, les relations diplomatiques se sont détériorées en raison des liens de l'Afrique du Sud avec des pays comme la Russie et la Chine, ainsi que de ses positions sur des questions internationales sensibles, comme son soutien à des enquêtes contre Israël à la Cour pénale internationale. Ces désaccords ont conduit à des sanctions économiques et à une réduction de la coopération bilatérale, ce qui a eu un impact sur l'économie sud-africaine.

Mais il ne faut pas sous-estimer les agressions idéologiques consistant à défendre les intérêts des riches propriétaires blancs sans tenir compte du mode d'accession historique aux biens des sud-africains noirs.



SR. Quelle peut être la réaction de l'Afrique du Sud, notamment celle du Président Cyril Ramaphosa ?

YEA. Pour répondre à votre question, il faut avoir en perspective ce qui se passe en Ukraine avec les grandes entreprises transnationales américaines. En effet, en 2021, le président V. Zelensky ne pouvant rembourser d'importantes dettes accumulées par l'Ukraine, a modifié la loi empêchant la vente de terres et de ressources ukrainiennes à des sociétés étrangères. C'est ainsi que la moitié des précieuses terres noires et ressources du sol et du sous-sol de l'Ukraine se sont retrouvées entre les mains d'entreprises multinationales américaines comme Monsanto, Cargill et Dupont, elles-mêmes dépendant, financées ou contrôlées par de grands fonds américains tels que BlackRock, Vanguard et Blackstone¹. Aujourd'hui, il est question de s'appropriier une partie du sous-sol ukrainien. Cette approche peut s'appliquer à l'Afrique du Sud.

On comprend mieux ce que signifie une guerre, puis une reconstruction par les Etats-Unis qui insistent pour se « faire rembourser ». Or, en Afrique du sud, une loi qui *in fine* va exproprier des propriétaires terriens blancs sans dédommagements, apparaît comme la pire des hantises pour les entreprises multinationales américaines installées en Afrique du sud ou travaillant avec des entreprises sud-africaines appartenant à des « Afrikaners », les premiers colons qui ont usurpé le bien des sud-africains avec des guerres sanglantes documentées par les historiens sérieux.

Il ne faut donc pas s'étonner pourquoi l'Afrique du Sud a réagi fermement aux actions et déclarations de Donald Trump, notamment en adoptant une position unifiée pour défendre sa souveraineté et ses politiques internes sans pour autant proposer des mesures de « rétorsion ». Toutefois, les réactions sont au nombre de trois :

- la réponse officielle : le président sud-africain Cyril Ramaphosa a dénoncé les sanctions et critiques de Trump, affirmant que les lois sur l'expropriation des terres visent à corriger les inégalités historiques sans cibler une communauté spécifique.
- la mobilisation nationale : les Sud-Africains, toutes origines confondues, ont exprimé leur solidarité face aux pressions extérieures, soulignant l'importance de l'unité nationale. Même les Afrikaners blancs, invités par Trump à quitter l'Afrique du Sud pour rejoindre les Etats-Unis, ont décliné. Il y a eu un consensus national anti-Trump, et donc anti-Elon Musk qui refuse de conformer aux règles sud-africaines -les autorités sud-africaines lui refusant pour le moment l'installation de son système « Starlink » ; et
- la critique des sanctions économiques imposées par Trump, notamment la suspension de l'aide humanitaire, ont suscité une incompréhension et des inquiétudes, car elles affectent des programmes essentiels comme la lutte contre le VIH. Mais, cela a conforté les dirigeants africains d'avancer vers la diversification de leurs échanges hors Etats-Unis.

SR. Y-a-t-il des pistes de solutions pour le Gouvernement sud-africain ?

YEA. Oui, bien sûr ! Les solutions choisies par le Gouvernement sud-africain reposent sur une stratégie en trois points :

1. Diversification et renforcement des alliances hors OTAN: l'Afrique du Sud pourrait chercher à renforcer ses relations avec d'autres partenaires internationaux, comme la Chine ou l'Union africaine, pour compenser les pertes économiques et diplomatiques.
2. Eclaircissement diplomatique à l'international : Pretoria pourrait intensifier ses efforts pour expliquer ses politiques foncières sur la scène internationale et contrer les accusations de discrimination.
3. Compter sur ses propres ressources pour s'adapter au plan économique : le pays pourrait diversifier ses sources de financement et investir davantage dans des initiatives locales pour réduire sa dépendance à l'aide étrangère. Fabrication locale de vaccins par exemple.

L'Afrique du Sud semble déterminée à maintenir sa souveraineté tout en cherchant des solutions pour minimiser l'impact des sanctions.



SR. Trump cherche-t-il à défendre les intérêts économiques américains et moins ceux de la communauté blanche sud-africaine ?

Les actions de Donald Trump envers l'Afrique du Sud semblent refléter un mix d'intérêts économiques américains et de préoccupations idéologiques. D'un côté, ses critiques des politiques sud-africaines, comme l'expropriation des terres sans compensation, s'inscrivent dans une rhétorique visant à défendre les droits de propriété, un principe clé pour les investisseurs américains. Cela pourrait être interprété comme une tentative de protéger les intérêts économiques des entreprises américaines opérant en Afrique du Sud ou dans des secteurs similaires.

D'un autre côté, Trump a également mis en avant des arguments liés à la défense de la communauté blanche sud-africaine, notamment les fermiers blancs, qu'il accuse d'être victimes de discrimination. Cette position a été largement médiatisée et a suscité des débats sur ses motivations réelles : s'agit-il d'une posture idéologique ou d'une stratégie pour renforcer son image auprès de certains électeurs conservateurs aux États-Unis ?

En résumé, ses actions semblent mêler des considérations économiques et des préoccupations idéologiques, mais il est difficile de déterminer laquelle de ces motivations prédomine.

SR. Pretoria, L'Afrique du sud peut-elle à son tour sanctionner les entreprises américaines ?

YEA. L'Afrique du Sud pourrait imposer des sanctions aux entreprises américaines en réponse à des mesures prises par les États-Unis, mais le tempérament du Président Cyril Ramaphosa à la conciliation systématique fait qu'il n'y aura pas de sanctions sauf si les relations se détériorent davantage. Cependant, il y a au moins trois ripostes possibles qui dépendent d'au moins trois facteurs :

- Capacité d'influence et de nuisance économiques : les sanctions pourraient affecter les entreprises américaines opérant en Afrique du Sud, mais elles risquent aussi d'avoir un impact négatif sur l'économie sud-africaine, qui dépend de certains investissements et technologies américaines.
- Relations diplomatiques tendues : imposer des sanctions pourrait aggraver les tensions diplomatiques entre les deux pays, ce qui pourrait nuire à d'autres domaines de coopération, comme le commerce ou la sécurité.
- Compenser les pertes par des alternatives économiques : l'Afrique du Sud pourrait chercher à diversifier ses partenaires économiques, notamment en renforçant ses relations avec des pays comme la Chine ou la Russie, pour compenser les pertes potentielles.

SR. Quels deals sont possibles entre les deux parties (USA/Afrique du Sud) pour compenser une éventuelle suppression de l'AGOA et la suppression de l'aide bilatérale ?

YEA. Les statistiques américaines de 2024 sur les échanges (importations et exportations) des États-Unis avec l'Afrique montrent que le déficit commercial des États-Unis avec l'Afrique s'est élevé à 7,4 milliards de dollars en 2024, soit une réduction de 26,4 % (2,6 milliards de dollars) par rapport à 2023. Autrement dit, l'Afrique collectivement a un excédent commercial sur les États-Unis bien que la composition des échanges n'est pas à l'avantage de l'Afrique : biens manufacturiers et services à valeur ajoutée contre matières premières non transformées.

La politique américaine sous Trump consistait à focaliser l'aide au développement américaine vers des pays servant les intérêts des États-Unis ou s'intégrant dans les objectifs stratégiques des États-Unis. Le fil rouge de cette politique est de cesser de fournir une assistance aveugle aux dirigeants africains sans retour sur investissement pour les entreprises ou l'État américains. Cette approche devrait se renforcer au cours du mandat Trump 2.0. avec en plus l'argument populiste fondé sur l'utilisation effective et efficiente de l'argent



américain. Mais, l'initiative « Prosper Africa » de Donald Trump (Trump 1.0) et présentée comme devant accroître les échanges commerciaux et les investissements entre les États-Unis et les pays africains risque de servir principalement à soutenir les entreprises américaines en Afrique, et accessoirement à promouvoir la croissance économique inclusive sur le continent.

Si l'AGOA (African Growth and Opportunity Act) et l'aide bilatérale venaient à être supprimées en 2025, les États-Unis et l'Afrique du Sud pourraient envisager plusieurs types d'accords pour maintenir une coopération économique et diplomatique :

1. Accords bilatéraux spécifiques : les deux pays pourraient négocier des accords commerciaux ciblés, par exemple dans des secteurs clés comme l'automobile, l'agriculture ou les technologies vertes. Cela permettrait de remplacer les avantages de l'AGOA par des arrangements sur mesure.
2. Investissements directs étrangers (IDE) : les États-Unis pourraient encourager leurs entreprises à investir directement en Afrique du Sud, notamment dans les infrastructures, les énergies renouvelables et les industries manufacturières. Cela pourrait compenser la perte d'accès préférentiel au marché américain.
3. Partenariats technologiques : les deux pays pourraient collaborer sur des projets technologiques, comme le développement de solutions pour l'énergie propre ou l'agriculture durable, renforçant ainsi leurs liens économiques tout en répondant à des défis globaux.
4. Programmes de formation et d'éducation : les États-Unis pourraient financer des initiatives éducatives et de formation en Afrique du Sud, renforçant les compétences locales et favorisant une main-d'œuvre qualifiée pour les entreprises américaines opérant dans la région.
5. Accords régionaux : les États-Unis pourraient intégrer l'Afrique du Sud dans des accords régionaux plus larges, comme des partenariats avec la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), pour stimuler le commerce et l'investissement dans toute la région.

Ces options nécessiteraient une volonté politique des deux côtés et une approche pragmatique pour s'assurer que l'Afrique du sud ne se retrouve pas prise dans le piège du « remboursement des investissements américains » et les sanctions de l'Administration Trump 2.0 qui en profiterait pour faire main basse sur les terres, les mines et certains minerais.

La diversification avancée de l'Afrique du sud devrait stopper aussi une politique non lisible de velléités de ne pas prendre position clairement au sein des BRICS+, mais de jouer les équilibristes en espérant amadouer les États-Unis. Le résultat obtenu est le boycott des États-Unis dans le dernier G20 dirigé justement par l'Afrique du sud.

En réalité, plus de 600 entreprises américaines opèrent actuellement en Afrique du Sud, avec des investissements importants dans les 3 secteurs suivants :

1. l'automobile avec la société Ford qui a investi plus d'un milliard de \$EU pour produire des véhicules en Afrique du Sud ;
2. la pharmaceutique avec la société Aspen Pharmacare qui produit des vaccins et d'autres thérapies grâce à des cofinancements américains (plus de 652 millions de \$EU) ; et
3. La technologie et les finances notamment les entreprises comme General Electric et Visa très présentes en Afrique du sud.

Toutes ces entreprises sont soutenues par AGOA, mais surtout par l'initiative « Prosper Africa » promue par Donald Trump et qui profitent en priorité aux entreprises américaines.

SR. Pourquoi Elon Musk n'arrive-t-il pas à placer son Starlink en Afrique du Sud ? La compétition avec d'autres propositions est-elle possible ?



YEA. Elon Musk et son projet Starlink rencontrent des obstacles en Afrique du Sud principalement en raison des réglementations locales. Le pays impose des règles strictes d'émancipation économique des Noirs (Black Economic Empowerment), qui exigent que les entreprises étrangères cèdent 30 % de leurs filiales locales à des groupes historiquement défavorisés. Musk a critiqué ces exigences, les qualifiant de discriminatoires, ce qui a conduit à une impasse dans les négociations.

Le projet Starlink est bloqué par les autorités sud-africaines pour au moins les trois raisons principales :

1. Réglementations locales : les lois sud-africaines exigent une participation locale dans les entreprises étrangères, ce qui complique l'obtention d'une licence pour Starlink.
2. Absence de demande officielle : selon les autorités sud-africaines, SpaceX (la société mère de Starlink) n'a pas encore soumis de demande formelle pour opérer dans le pays. Autrement dit, Elon Musk refuse de respecter les Lois en vigueur en Afrique du sud, ainsi que le processus décisionnel passant par des commissions et des comparaisons avec des concurrents notamment de la Chine (SpaceSail).
3. Critiques publiques : les déclarations de Musk sur les politiques sud-africaines ont également créé des tensions, rendant les discussions plus complexes.

Elon Musk ne supporte pas la compétition. Or, c'est le seul moyen de faire un choix stratégique indépendant pour l'Afrique du sud. La concurrence est bel et bien présente. Il s'agit de plusieurs autres projets, dont celui d'un concurrent chinois « SpaceSail » qui prévoient de lancer des services similaires en Afrique du Sud. SpaceSail a déjà déployé une constellation de satellites et pourrait profiter des obstacles rencontrés par Starlink pour s'implanter dans le pays. Enfin, des opérateurs locaux et les infrastructures terrestres restent des alternatives viables pour fournir une connectivité Internet.

Aussi, Starlink n'est pas la seule option pour l'Afrique du Sud surtout quand il s'agit de ne pas respecter la réglementation sud-africaine dans le choix du projet d'amélioration de la connectivité en Afrique du Sud, notamment dans les zones rurales mal desservies.

SR. Trump, le G20 et le Sud global. Le boycott suffit-il ?

YEA. Le boycott des États-Unis, orchestré par Donald Trump et son administration, vis-à-vis du G20 en Afrique du Sud, soulève des questions sur son efficacité et ses conséquences pour les dirigeants du Sud global. Ce boycott, motivé par des désaccords sur des politiques sud-africaines comme l'expropriation des terres et les priorités du G20 (solidarité, égalité, durabilité, prévisibilité), reflète une tension croissante entre l'unilatéralisme et le « protexpansionnisme » des États-Unis et les nations du Sud global². La sanction diplomatique américaine a consisté à ce que Marco Rubio, le secrétaire d'État américain, n'a pas participé aux discussions du Groupe des 20 (G20) à Johannesburg, ce en réaction à la législation et à d'autres « très mauvaises choses » qui se produisent dans le pays selon les États-Unis. Le Président Cyril Ramaphosa a aussi déclaré que son pays ne se laisserait pas « intimider³ » et a choisi d'aller expliquer sa Loi à ceux qui apparemment ne comprennent rien ou ne veulent rien comprendre, notamment à la lumière de l'histoire et des injustices criardes.

SR. Que peut faire le Sud Global ?

YEA. Le boycott n'est pas suffisant pour faire changer le gouvernement d'Afrique du sud. Mais, le boycott seul peut envoyer un message politique fort en matière politique intérieure américaine. Mais, cette attitude risque d'isoler davantage les États-Unis sur la scène internationale, surtout face à des blocs comme les BRICS, qui cherchent à renforcer leur influence. Pour le Sud global, ce boycott des États-Unis au G20 pourrait être perçu comme une tentative de minimiser leurs préoccupations, telles que la dette, le changement climatique, les inégalités économiques, la relance du multilatéralisme et le respect du droit international.



En réalité, le position américaine a eu le mérite d'accélérer la mise en place d'alternatives pour le Sud global notamment au moins trois points qui font consensus :

- renforcer les alliances régionales et augmenter les échanges intra-BRICS+ et s'assurer d'une monnaie de compte et d'un monde de paiement évitant le contrôle des Etats-Unis et ses institutions. Cela signifie que l'Afrique du sud va collaborer davantage avec des partenaires des BRICS+ élargis notamment la Chine, la Russie tout en favorisant les échanges intra-africains, au moins avec les dirigeants africains qui ne sont pas alignés sur les Etats-Unis, l'OTAN ou qui ne sont pas sous menaces ou intimidations.
- promouvoir une autonomie économique : réduire la dépendance aux aides occidentales et investir dans des solutions locales et accélérer l'achat de technologies qui servent de levier accéléré du développement dans tous les secteurs ;
- créer des institutions alternatives : développer des plateformes alternatives hors Etats-Unis, hors Swift pour les paiements, hors dollar des Etats-Unis notamment en favorisant les échanges et les compensations au travers de la Nouvelle Banque de Développement, servant de banque du Sud global pour financer des projets de développement.

Si les Etats-Unis refusent d'avancer vers une approche plus collaborative et inclusive et plus respectueuse des positions de ceux qui ne s'alignent pas sur la volonté américaine, il faut croire que le monde sous Trump 2.0 risque de se diviser en deux grands groupes : les « Alignés » sur les Etats-Unis et les « Non-Alignés » sur les Etats-Unis, avec toutes les nuances possibles et parfois contradictoires au sein de ces deux groupes.

SR. Trump, peut-il empêcher la création d'une monnaie de compte et de paiement au sein des BRICS+ élargis?

YEA. Donald Trump, même en tant que Président des États-Unis, ne peut pas directement empêcher la création d'une monnaie de compte et de paiement au sein des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). Cependant, il peut exercer une influence indirecte toxique par des moyens militaires, économiques, monétaires et diplomatiques. Cette capacité d'influence toxique passe par au moins quatre éléments d'intimidation :

1. des sanctions dans le domaine de la sécurité : à savoir refuser de transmettre des données ou d'accéder à des données de renseignements, ce qui peut expliquer pourquoi il y a tant de réticences à accepter Starlink en Afrique du sud. C'est devenir dépendant de la volonté d'Elon Musk et des Etats-Unis ;
2. des sanctions économiques : Trump pourrait imposer des droits de douane ou des restrictions commerciales aux pays membres des BRICS pour dissuader la création d'une monnaie alternative au dollar.
3. des sanctions monétaires et intimidations diplomatiques : les États-Unis pourraient utiliser leur influence auprès d'alliés ou d'institutions internationales pour limiter l'adoption d'une telle monnaie.
4. du renforcement du dollar américain : en améliorant la compétitivité du dollar américain (par exemple via des politiques monétaires ou fiscales), Trump pourrait rendre une monnaie BRICS moins attrayante.

En réaction, les pays non alignés sur les Etats-Unis ne peuvent que s'organiser pour stopper ou limiter les influences toxiques américaines notamment en accélérant les liens et projets entre les BRICS+ élargis notamment en :

- augmentant la souveraineté collective des BRICS qui ont des intérêts communs à réduire leur dépendance au dollar, notamment après les sanctions imposées à la Russie. Ils pourraient donc poursuivre leur projet malgré les pressions américaines et surtout sans les Etats-Unis et leurs alliés ;



- démultipliant la diversité des pays BRICS entre eux grâce à des instruments communs qui échapperaient au contrôle des Etats-Unis comme une monnaie commune, des échanges commerciaux, et surtout des complémentarités en termes d'échanges technologiques et de données sensibles.

SR. Votre mot de fin sur le 2e mandat présidentiel de Donald Trump ?

YEA. En définitive, d'ici quelques années et sûrement avant la fin du mandat présidentiel Trump 2.0, les pays ayant choisi de promouvoir leur souveraineté en Afrique pourront voir leurs activités ralenties, compliquées, mais au sein des BRICS+ élargis, il ne sera pas possible bloquer les initiatives de pays souverains, déterminés à aller de l'avant et recouvrer leur indépendance en stoppant la volonté de s'accaparer le bien d'autrui par la force, la ruse et la désinformation.

En réalité, les pays africains devraient comprendre que ce qui arrive à l'Afrique du sud peut leur arriver, si ce n'est pas déjà fait. Vouloir interdire la création d'une monnaie commune des BRICS+ élargis et considérant que cette avancée majeure serait hostile aux Etats-Unis, est une vue colonialiste. En effet, Donald Trump a indiqué que si une nouvelle monnaie des BRICS voit le jour, ou si une monnaie autre que le Dollar, est soutenue par les BRICS+ élargis pour leurs transactions, la sanction serait immédiate, puisque cela sera interprété comme une volonté de « *remplacer le dollar américain* ».

La sanction pourrait n'avoir que peu d'effet même si Donald Trump a affirmé ceci : « *ils devront faire face à des droits de douane de 100 % et dire adieu à la possibilité de vendre leurs marchandises sur le marché américain* ». Autrement dit, il suffit de diversifier et de moins vendre ou de ne plus commercer avec les Etats-Unis pour mieux se porter. Or, c'est justement l'objectif des BRICS+ élargis de trouver des alternatives ou de se passer du marché américain dans la mesure du possible. Il est donc bien question comme une riposte souverainiste d'opter pour la diversification en augmentant le commerce intra-BRICS+ élargis ainsi que les échanges intra-marché hors Etats-Unis.

En définitive, il faut bien se rendre compte que la politique américaine envers l'Afrique et plus largement envers le Sud Global est que Mr Trump et son Gouvernement ne veulent pas faciliter les échanges entre les pays des BRICS + élargis. Au contraire ! Personne ne peut rester les « bras croisés », surtout lorsque l'on s'aligne sur les Etats-Unis, cela finit par créer des dettes » qu'il faut rembourser unilatéralement selon les termes des dirigeants américains, eux-mêmes travaillant pour les intérêts des entreprises transnationales américaines et leurs alliés.

La réaction des BRICS+ élargis ne sait pas fait attendre. Plusieurs pays des BRICS+ élargis dont le Président brésilien, Luiz Inácio Lula da Silva, ont répondu en déclarant que des mesures réciproques seront adoptées si les États-Unis imposaient des droits de douane sur les produits des BRICS+ élargis. La détermination croissante des pays des BRICS à défendre leur souveraineté économique et à répondre aux pressions extérieures ne doit pas être sous-estimée.

La monnaie BRICS Pay, cette monnaie commune, devant servir à faciliter les échanges entre les membres sans avoir à dépendre du dollar, pourrait être ralentie, mais sûrement pas arrêtée. En effet, les échanges basés sur la compensation et sur les systèmes utilisant des Blockchains décentralisées notamment avec certains cryptoactifs échapperont au contrôle des Etats-Unis. La coopération entre les BRICS+ élargis demeure le plus grand défi pour l'hégémonie économique américaine, surtout que la politique de Donald Trump a des résultats peu glorieux au niveau des marchés financiers, fragilisant le dollar américain, créant une inflation importante aux Etats-Unis, et surtout créant des pertes de plus en plus importantes pour les pays qui commercent avec les Etats-Unis et qui ne sont pas disposés à aller installer leurs capacités productives et commerciales aux Etats-Unis.

Mais, c'est le manque de lisibilité et de prévisibilité qui risque de surprendre Donald Trump et son équipe, et leur faire douter de leur politique d'accaparement des biens d'autrui par la ruse ou la force. La grande volatilité créée par le régime Trump 2.0 pourrait déclencher des réactions erratiques tant en politique interne aux Etats-Unis qu'au niveau mondial. Encore faut-il que les dirigeants africains en prennent conscience et



fassent avancer leur projet d'intégration monétaire et commencent à lever l'intangibilité des frontières commerciales, tarifaires, et augmentant ainsi leur défense sécuritaire afin d'assurer une réelle capacité d'influence collective.

Je vous remercie. YEA.

23 mars 2025.

Dr. Yves Ekoué AMAÏZO, interviewé par Samantha Ramsamy, Journaliste.

© Afrocentricity Think Tank

-
- ¹ Chossudovsky, M. (2025). « Agent Zelensky, Ukraine on Sale. Manlio Dinucci ». In *michelchossudovsky.substack.com*. 10 mars 2025. Accédé le 13 mars 2025. Voir https://michelchossudovsky.substack.com/p/agent-zelensky-ukraine-sale?utm_source=post-email-title&publication_id=1910355&post_id=158776612&utm_campaign=email-post-title&isFreemail=true&r=2gtgvu&triedRedirect=true&utm_medium=email
- ² Amaïzo. Y. E. (2025). « Afrique – Etats-Unis. Sophisme Trumpiste, Protexpansionnisme et L' Afrique : Imprévisibilité, ingénierie, alignement, sanction, transaction, et/ou annexion ». In www.afrocentricity.info. Dossier Afrocentricity Think Tank. 5 mars 2025. Accédé le 13 mars 2025. Voir <https://afrocentricity.info/2025/03/05/sophisme-trumpiste-protexpansionnisme-et-l-afrique/8603/>
- ³ Al-Jazeera (2025). "Trump freezes aid to South Africa amid spat over land expropriation law". In *www.aljazeera.com*. 8 February 2025. Accessed 13 February 2025. Retrieved from <https://www.aljazeera.com/news/2025/2/8/trump-freezes-aid-to-south-africa-amid-spat-over-land-expropriation-law>